

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader – BP 177
51 685 REIMS Cedex 02

Reims, le **- 2 SEP. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



CRISTAL UNION établissement CRISTANOL

1 route départementale 20A
BP 3
51110 BAZANCOURT

Références : D1i 2022-533

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement CRISTAL UNION établissement CRISTANOL implanté 1 route départementale 20A BP 3 51110 BAZANCOURT. L'inspection a été annoncée le 08/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative à la sous-traitance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISTAL UNION établissement CRISTANOL
- 1 route départementale 20A BP 3 51110 BAZANCOURT
- Code AIOT dans GUN : 0005702992
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société Cristal Union établissement Cristanol exploite une distillerie, classée SEVESO seuil haut au titre des stockages d'alcool.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative à la sous-traitance

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

SS05 A l'issue de la visite d'inspection du 05/07/2022 de l'établissement CRISTAL UNION établissement CRISTANOL implanté 1 route départementale 20A BP 3 51110 BAZANCOURT, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : identification des risques - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : Article 8 et annexe 1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : inspection commune préalable aux travaux - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : Article 8 et annexe 1 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
identification des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
inspection commune préalable aux travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
procédure SGS relative à la sous traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
Identification des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1.1	/	Sans objet
Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
suivi du chantier	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
réception des travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 annexe1	/	Sans objet
évaluation des entreprises extérieures :	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Organisation de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réévaluer ses consignes vis-à-vis du risque NH3 lié à la société Air liquide voisine.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : procédure SGS relative à la sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement
Constats : Documents transmis par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- Charte des fournisseurs,- Charte Ethique des achats,- Evaluation des fournisseur,- Selection des fournisseurs,- Exemple OT maintenance,- Gestion des accidents et des soins,- Information sur le système de management Cristanol,- standard permis de feu,- standard permis de pénétrer en espace confiné.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS : organisation Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : La majorité des travaux sous-traités est liée aux opérations de maintenance. Le fournisseur est choisi prioritairement dans une liste pré-validée par le groupe Cristal Union. Jusqu'en 2023, la société recommande que les sous-traitants soient certifiés MASE. A compter de 2023, cette certification ou équivalente sera obligatoire. L'exploitant s'assure de la qualification des sous-traitants au travers du cahier des charges de l'appel d'offres. La principale tâche critique identifiée est la chaudronnerie/tuyauterie.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information / formation du personnel sous traitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS : formation : Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Le SGS décrit la formation des sous-traitants qui est composée d'un module e-learning obligatoire, valable 1 an. Une réunion des entreprises extérieures partenaires est organisée chaque année avant l'arrêt de maintenance d'avril. Les petits fournisseurs sont formés sur site en fonction du besoin. Par entreprise, la société réalise une réunion trimestrielle ou semestrielle qui porte sur la revue de contrats, des prestations, des retours des situations dangereuses. Le contrat type est de 3 ans avec une période d'essai d'un an renouvelable en fonctions des résultats des audits. Les résultats de l'audit sont présentés à la réunion annuelle des entreprises extérieures au cours de laquelle est remis un trophée sécurité à la société la plus exemplaire. L'accueil sécurité est en français et anglais. L'exploitant précise qu'un traducteur est mis à disposition pour d'autres langues.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : identification des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 2 du SGS Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.
Constats : Deux sonneries existent sur le site, une pour prévenir de l'évacuation du site, la seconde pour le confinement lié au risque NH ₃ provenant de la société Air Liquide voisine. Des 3 sous-traitants audités, aucun n'avait connaissance des consignes liées à la sonnerie relative au risque NH ₃ . Ils ne connaissaient pas non plus la zone de confinement la plus proche de leur lieu d'intervention.
Observations : L'exploitant doit réévaluer ses consignes vis-à-vis du risque NH ₃ provenant de la société Air Liquide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : inspection commune préalable aux travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le plan de prévention est obligatoire. Le risque NH ₃ n'est pas pris en compte. Un bon de travail établi pour chaque intervention enregistrée sur SAP, précise l'analyse de risque et les consignes particulières à respecter. Une check- list fin de travaux permet de valider la fin de l'opération, elle peut être complétée par une procédure complémentaire de réception des travaux et de la remise en production possible des installations.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Des « contacts » correspondant à des audits des entreprises peuvent être réalisés sur le site par différents services. Ces « contacts » sont tracés sur des fiches de suivi et servent à l'évaluation des fournisseurs. Les consignes, comme le port des EPI, sont vérifiées lors de ces audits.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : réception des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 annexe1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La conformité des travaux réalisés est vérifiée par les donneurs d'ordre. L'exploitant réceptionne les travaux.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : évaluation des entreprises extérieures :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 6 du SGS : surveillance des performances : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : Les 3 grands critères d'évaluation sont : achats, QSE, relations commerciales. Les notations conduisent à l'attribution d'une note finale A, B et C. A → ok, B → nécessité de progresser, C→ doit impérativement s'améliorer. Le niveau B conduit à demander un plan d'action au sous-traitant. Deux notes C, deux années de suite, conduisent à écarter l'entreprise. Si un écart sécurité est remonté via SAP, l'entreprise est obligatoirement auditée dans l'année.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 5 du SGS : gestion des situations d'urgence : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Le personnel sous-traitant n'a pas de rôle spécifique dans la gestion de crise. Il participe uniquement aux exercices d'évacuation. La manche à air située à l'entrée du site devant le poste de garde est déchirée.
Observations : La manche à air devra être remplacée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet